



COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE

**N° 009 / AONO/CUY/CIPM/2025 DU 05 AOÛT 2025
POUR L'AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE DESSABLAGE A LA STATION DE
TRAITEMENT DES BOUES DE VIDANGE D'ETOA A YAOUNDE**

Financement : AIMF, exercice 2025 et suivants

1) Objet de l'Appel d'Offres

Le Maire de la Ville de Yaoundé lance un Appel d'Offres National Ouvert pour l'aménagement d'une aire de dessablage des camions à la Station de traitement des Boues de Vidange d'Etoa à Yaoundé.

2) Consistance des travaux

Les travaux comprennent :

- a) Les terrassements avec purges et remblais compactés ;
- b) La construction d'une aire de circulation en béton armé ;
- c) La construction d'une clôture grillagée ;
- d) La construction d'un hangar d'égouttage en structure métallique ;
- e) Toutes autres sujétions.

3) Délais des travaux

Le délai d'exécution maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux est de deux (02) mois. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

4) Allotissement

Les travaux objet du présent appel d'offres seront réalisés en un lot unique.

5) Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des travaux à l'issue des études préalables est de soixante-treize millions quatre cent quinze mille quatre-vingt-huit (73 415 088) FCFA TTC.

6) Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises ou groupement d'entreprises spécialisées dans les travaux de génie civil.

7) Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

8) Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres seront financés par une subvention de l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

9) Cautionnement provisoire

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un montant de un million quatre cent mille (1 400 000) francs CFA TTC et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Ledit cautionnement timbré doit être accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse des dépôts et consignation (CDEC) conformément à la Circulaire n°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024 relative aux modalités de constitution des consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des cautionnements sur les marchés publics.

10) Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté aux heures ouvrables à la Sous-Direction des Marchés Publics, de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage, porte 223 du bâtiment principal de l'Hôtel de Ville de Yaoundé et la version électronique sur la plateforme COLEPS aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm>, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11) Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'Appel d'Offres peut être obtenue à la Sous-Direction des Marchés Publics, de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage, porte 223 du bâtiment principal de l'Hôtel de Ville de Yaoundé, dès publication du présent avis, moyennant paiement d'un montant non remboursable des frais d'acquisition du DAO de cinquante mille (50 000) francs FCFA payable au compte d'affectation spécial CAS-ARMP n° 335988 des agences BICEC.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO

12) Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 09/09/2025 à 13 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N° 009 AONO/CUY/CIPM/2025 DU 05/08/2025
POUR L'AMENAGEMENT D'UNE AIRE DE DESSABLAGE DES CAMIONS A LA
STATION DE TRAITEMENT DES BOUES DE VIDANGE D'ETOA A
YAOUNDE».**

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »"

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre

13) Recevabilité des offres

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Pour le cas de l'Appel d'Offres Restreint (ouverture en 02 temps) : il y a lieu de relever qu'en plus du nombre d'exemplaires de l'offre financière requis, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission de Passation des Marchés.

14) Ouverture des plis

L'ouverture *des plis se fait en un temps* et aura lieu le 09/09/25 à 14 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés de la Communauté Urbaine de Yaoundé, aura dans les bâtiments abritant la CIPM, Rue Elig-Belibi (Rue du PADY).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne dûment mandatée de leur choix ayant une parfaite connaissance du dossier.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité

administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15) Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

1. De l'absence ou de la non-conformité du cautionnement de soumission timbré conformément aux textes en vigueur à l'ouverture des plis ;
2. De la non-production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
3. Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
4. De plus d'un critère essentiel non satisfaisant ;
5. De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
6. De l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE) ;
7. De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
8. De l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
9. Du non-respect du format de fichier des offres
10. La preuve d'acceptation des conditions du marché (CCAP et CCTP paraphés sur chaque page et signés à la dernière page avec la mention « lu et approuvé »).

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels portent sur :

- a) Les références techniques du soumissionnaire pour des travaux similaires d'un montant minimal de vingt millions (20 000 000) de francs CFA TTC effectués au cours des cinq dernières années (2019, 2020, 2022, 2023 et 2024). Les références de l'année 2025 seront prises en compte.
- b) La note méthodologique ;
- c) La qualification et l'expérience du personnel ;
- d) Les moyens matériels ;

16) Attribution

Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requis et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17) Durée de validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18) Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Sous-Direction des Marchés Publics de la Communauté Urbaine de Yaoundé, 2^{ème} étage, porte 223 du bâtiment de l'Hôtel de ville de Yaoundé. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.publiccontracts.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

19) Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro 222 20 6043

Fait à Yaoundé, le

05 AOUT 2025

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Président CIPM ;
- Sous-Direction des Marchés Publics/CUY
- Affichage ;
- JDM.



Messi Atangana Luc



INTERNAL TENDERS BOARD

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE N° 009/AONO/CUY/CIPM/2025 OF 05 AOUT 2025 FOR THE CONSTRUCTION OF A SAND REMOVAL AREA AT THE ETOA FAECAL SLUDGE TREATMENT PLANT IN YAOUNDE.

Financing: AIMF, 2025 and subsequent financial years,

1. Purpose of the Invitation to Tender

The Mayor of the City of Yaoundé launches a national open invitation to tender for the construction of a sand removal area for trucks at the Etoa faecal sludge treatment plant, Yaounde.

2. Nature of works

The work involves building a reinforced concrete area to remove sand from waste trucks. The works consist of :

- a) Earthworks with drainage and compacted backfill;
- b) Construction of a reinforced concrete traffic area;
- c) Construction of a wire fence;
- d) Construction of a metal drainage shed;
- e) All other conditions.

3. Estimated execution deadline

The maximum time envisaged by the Contracting Authority for completion of the work covered by this invitation to tender is two (02) months. This period runs from the date of notification of the service order to start works

4. Allotment

All works are divided into one (01) single lot.

5. Estimated cost

The estimated cost of the works following the preliminary studies is seventy-three million four hundred and fifteen thousand and eighty-eight (73 415 088) CFA francs, inclusive of all taxes.

6. Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to companies or groups of companies specialising in civil engineering work.

7. Bidding method

The submission method chosen for this consultation is exclusively online

8. Funding

The works covered by this invitation to tender will be financed by a grant from the International Association of French-Speaking Mayors (AIMF).

9. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid guarantee, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue guarantees in the field of public contracts and listed in Exhibit 14 of the Bidding document, in the amount of one million four hundred thousand (1 400 000) CFA francs, inclusive of all taxes and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the tenders.

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts will result in the tender being rejected outright. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

The said stamped bond must be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (Caisse des Dépôts et Consignations, CDEC) in accordance with circular letter no. 000019/LC/MINMAP of June 5, 2024 relating to the procedures for establishing deposits, storing, returning and releasing deposits on public contracts.

10. Consultation of the Tender File

The physical file can be consulted during working hours at the Sub-Department of Public Contracts of the Yaoundé City Council, 2nd floor, door 223 of the main building of the Yaoundé Town Hall and the electronic version on the COLEPS platform at the addresses: <http://www.marchespublics.cm> or <http://www.publiccontracts.cm>, upon publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the Public Contracts Regulatory Agency website (www.arpmp.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The physical version of the tender documents can be obtained at the Sub-Department of Public Contracts, of the Yaoundé City Council, 2nd floor, door 223 of the main building of the Yaoundé Town Hall, upon publication of this notice, upon payment of a non-refundable

amount of the acquisition costs of the Bidding documents of fifty thousand (50 000) FCFA francs payable to the special allocation account CAS-ARMP No 335988 of the BICEC agencies.

It is also possible to obtain the electronic version of the Bidding document by free download at the addresses indicated above. However, electronic submission is subject to payment of the Bidding documents purchase fee.

12. Submission of bids

Each offer must be written in French or English.

The tender must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than 1 p.m. on 09/09/2025. A backup copy of the offer recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope with the clear and legible indication "backup copy", in addition to the above-mentioned mention, within the time limit set:

"OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER EMERGENCY PROCEDURE

N° 009 /AONO/CUY/CIPM/2025 OF 05/08/2025
**FOR THE CONSTRUCTION OF A SAND REMOVAL AREA AT THE ETOA
FAECAL SLUDGE TREATMENT PLANT IN YAOUNDE."**

"To be opened only at the opening session".

File size and format

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the bidder's offer are the following:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 15 MB for the Technical Offer;
- 5 MB for the Financial Offer.

The accepted formats are as follows:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

The applicant should use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- envelopes bearing information on the identity of the bidders,
- envelopes received after the deadlines for submission.
- Envelopes without indication of the identity of the Invitation to Tender;
- Envelopes that do not comply with the submission method.
- Failure to comply with the number of copies indicated in the RPAO or offer only in copies;

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender file will be declared inadmissible. In particular, the absence of a bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the Bidding Documents will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

For the case of the Restricted Invitation to Tender (opening in 02 stages): it should be noted that in addition to the number of copies of the financial offer required, the bidder is required to submit a copy of this financial offer, in a sealed envelope to serve as a sample offer marked as such, and intended for the body responsible for regulating Public Contracts for conservation. Failure to submit this sample offer will result in the inadmissibility of the offer of the candidate concerned, as soon as the bids are opened by the Tenders Board.

14. Opening of bids

The opening of the bids will take place at one time on 09/09/2025 at 2 p.m. by the Internal Tenders Board of the Yaounde City Council, in the building housing the Internal Tenders Board at Elig - Belibi Street (PADY Street)).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice who is fully familiar with the file.

Under penalty of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or a competent administrative authority, in accordance with the stipulations of the Special Rules of the Invitation to Tender. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15. Criteria for the evaluation of tenders

15.1 Eliminary Criteria

These include:

1. the absence or non-compliance of the bid bond stamped in accordance with the texts in force at the time of opening of the bids;
2. non-production beyond the 48-hour period after opening of the bids, of a document from the administrative file deemed non-compliant or absent at the time of opening of the bids, (except the bid bond);
3. false declarations, fraudulent practices or falsified documents;
4. More than one essential criterion not met;
5. the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
6. the absence of an element of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE);
7. the absence of the dated and signed integrity charter;
8. the absence of the declaration of commitment to compliance with environmental and social clauses dated and signed;
9. Failure to comply with the bid file format;
10. proof of acceptance of the terms of the contract (CCAP and CCTP initialled on each page and signed on the last page with the words 'read and approved').

15.2 Essential criteria

The essential criteria are:

- a) the The tenderer's technical references for similar work worth at least twenty million (20,000,000) francs CFA francs (inclusive of all taxes) carried out over the last five years (2020, 2021, 2022, 2023 and 2024);
- b) the management staff;
- c) the equipment to be mobilised;
- d) the quality of the methodology note.

16. Award of contract

The contract will be awarded to the tenderer who has submitted a tender meeting the required technical and financial qualification criteria and whose tender is evaluated as the lowest.

17. Duration of validity of bids

Tenderers remain bound by their tender for ninety (90) days from the original date set for submission of tenders.

18. Further information

Additional information may be obtained during business hours at the Sub-Department of Public Contracts of the Yaoundé City Council, 2nd floor, door 223 of the Yaoundé Town Hall building, or online on the COLEPS platform at the addresses <http://www.publiccontracts.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> or any other means of electronic communication indicated by the Contracting Authority.

19. Fight against corruption and malpractices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at number 1517, the Authority in charge of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at 222 20 60 43.

Yaounde, the

05 AOUT 2025

Copies:

- = MINMAP;
- = ARMP ;
- = President CIPM;
- = Sub-Department of Public Contracts/CUY ;
- = Posting;
- = Public contracts gazette



Messi Atangana Luc